

Fil d'actu du RAEMH

Octobre 2023



01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, accès aux droits, protection et intégration	4
04 Contexte socio-politique - faits marquant	5
05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas	7

Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.



01 Tendances migratoires

Côte d'Ivoire: Alors que FRONTEX désigne la nationalité ivoirienne comme la deuxième la plus représentée désormais parmi les personnes arrivées en Europe de manière irrégulière (après la Guinée), le [Ministre de l'intérieur et de la sécurité a Vagondo Diomandé a officiellement contesté](#) ces chiffres, soulignant *«qu'aucune vérification n'a été effectuée avec le concours des services compétents de la Côte d'Ivoire pour s'assurer de la réalité de la nationalité ivoirienne de ces migrants, ainsi que le recommande et le prévoit, l'accord multilatéral conclu par notre pays avec l'Union Européenne [...] et les accords bilatéraux avec l'Italie»*. Selon le ministre, lors de ces précédentes missions d'identification, la nationalité ivoirienne a été confirmée pour moins de 15 % des demandeurs d'asile « *présumés ivoiriens* » entre 2009 et 2018. Pour autant, les autorités ivoiriennes ne nient pas le phénomène, notamment la route à travers le Maghreb. Des discussions avec la Tunisie et le Maroc, où les ressortissants ivoiriens peuvent pour l'heure se rendre librement par voie aérienne, ont été engagées en vue d'instaurer, comme mesure temporaire, un visa entre la Côte d'Ivoire et ces deux pays.



Fin septembre 2023, le HCR estimait que la guerre et la violence avaient entraîné un **déplacement estimé à 114 millions de personnes**. Selon le [rapport semestriel de l'agence onusienne](#), les principaux facteurs de déplacement forcé au premier semestre 2023 sont : la guerre en Ukraine et les conflits au Soudan, en RDC et au Myanmar ; la combinaison de la sécheresse, des inondations et de l'insécurité en Somalie ; et une crise humanitaire prolongée en Afghanistan. Plus de la moitié des personnes déplacées ont été contraintes de franchir une frontière.



A consulter: les **rapports régionaux** élaborés par le Mixed Migration Center pour en savoir plus sur les contextes et l'actualité des mobilités humaines en [Europe](#), [Afrique du nord](#) et [Afrique de l'Ouest](#) notamment.

FOCUS / CANARIES

Si les chiffres dépassent ceux de 2020 quand la route atlantique s'est "réactivée", la réponse n'est pas la même, les dérivations vers le continent étant beaucoup plus rapides et en rythme continu. Pour autant, les moyens d'accueil sont limités, aux Canaries et dans la péninsule. L'autre préoccupation étant la concentration des arrivées sur de très courtes périodes.

- Les 21 et 22 octobre, [plus de 1.600 personnes ont débarqué](#) sur les îles des Canaries à bord de plusieurs embarcations, dont une qui transportait le **nombre record de 321 personnes** (le précédent record était de 280 personnes au début du mois d'octobre).
- [Selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur espagnol](#), l'archipel a reçu **23.537 personnes entre le 1er janvier et le 15 octobre, soit près de 80 % de plus que sur la même période l'année dernière**. Ce sont les chiffres les plus élevés depuis la "crise de 2006".
- L'immense majorité des personnes seraient sénégalaises, la plupart devraient être [renvoyées vers leurs pays peu de temps après leur arrivée](#). Le [premier vol](#) a été organisé le 1er novembre.
- Les **infrastructures d'accueil et de prise en charge** étant insuffisantes sur les îles de l'archipel, le gouvernement central a dû accélérer les **relocalisations** vers la péninsule. D'ici la mi-novembre, des [casernes militaires désaffectées, des hôtels et des foyers d'accueil situés seront habilités à accueillir près de 11 000 personnes](#). Pour autant, ces arrivées font grincer des dents certains élus locaux, qui reprochent au pouvoir central de ne pas les avoir prévenus. Le ministre de l'Intérieur s'est engagé à ce qu'il n'y ait pas plus de 6 000 migrants en même temps dans les îles Canaries.



[Rapport de AlarmPhone](#): Les départs du Sénégal vers les Canaries: une société en proie au désespoir économique, à la répression politique et à l'ingérence européenne)

02 Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

Tunisie: mi-octobre, le président tunisien Kaïs Saïed a procédé au [remboursement de 60 millions d'euros versés par l'UE](#), destinés à soutenir économiquement le pays et à lutter contre l'émigration irrégulière. Il s'agissait de la première tranche d'un fonds accordé suite à la signature du "partenariat stratégique" en juillet entre Bruxelles et Tunis. Dans un communiqué, le président a déclaré que "*Le montant versé par l'Union européenne à l'insu des autorités tunisiennes dans le cadre du plan de relance post-Covid-19 a été restitué [...] Cette méthode porte atteinte à notre dignité et nous met devant le fait accompli sur lequel nous n'avons même pas été consultés*". Plus tôt dans le mois, le Président Saïed avait déclaré: « *La Tunisie, qui accepte la coopération, n'accepte pas tout ce qui s'apparente à de la charité ou à la faveur* ». Au même moment, la [Tunisie signait un accord avec](#)

[l'Italie](#) prévoyant que l'Italie accueille 4.000 travailleurs migrants de Tunisie.

UE: Le 4 octobre, le Conseil de l'UE est enfin parvenu à un [accord préliminaire sur le règlement relatif au dossier migratoire](#), dernier élément du tant attendu pacte européen sur les migrations. L'accord a été conclu après une impasse sur le rôle des opérations humanitaires de recherche et de sauvetage en Méditerranée: l'Italie n'a voté en faveur du texte qu'après qu'une disposition stipulant que les opérations humanitaires ne doivent pas être considérées comme une instrumentalisation a été retirée du texte et conservée dans le préambule. La Hongrie et la Pologne se sont opposées à l'accord, tandis que l'Autriche, la République tchèque et la Slovaquie se sont abstenues de voter.

Surveillance, refoulements

France/Espagne: [Quatre points de passage sur la frontière franco-espagnole vont être rouverts](#) le 30 octobre au Pays basque. Cette réouverture va de pair avec l'augmentation du nombre de patrouilles de police franco-espagnoles. Une quinzaine de points de passage avaient été fermés en 2021 le long de la frontière franco-espagnole, pour "lutter contre l'immigration clandestine et la menace terroriste".

Canaries/Sénégal: Lundi 16 octobre, le ministre espagnol de l'Intérieur Fernando Grande-Marlaska a annoncé [l'envoi d'un avion](#), pour une durée d'un mois et demi", qui coopérera "avec les autorités du Sénégal et de Mauritanie" pour empêcher les départs vers l'archipel.

Disparitions & sauvetages

Recherche de personnes disparues / [Communiqué de l'organisation Euromed Rights](#) "Agir contre l'oubli : pour des procédures d'identification des personnes migrantes disparues !". Depuis plusieurs années,, EuroMed Droits réalise un travail d'analyse en publiant des fiches pays illustrant les (faibles) capacités des pays du Maghreb en termes d'identification et de recherche des personnes disparues et/ou décédées en Méditerranée. ici les cas du [Maroc](#), [l'Algérie](#), la [Tunisie](#).

Sénégal: parmi les naufrages répertoriés ce mois-ci, une [pirogue transportant une centaine de personnes](#) a chaviré dans la nuit de 25 au 26 octobre, au large de Gandiol, village situé à une vingtaine de km de Saint-Louis, dans le nord du pays. Le lundi 24, les Unités de la Marine Royale ont rapporté avoir [intercepté 2 embarcations transportant 189 personnes au total](#), toutes sénégalaises, aux abords des côtes de Dakhla.

Enfermement / détention / transit

France: le Ministre de l'Intérieur français Gérald Darmanin entend « [doubler](#) » les places dans les centres de rétention administrative d'ici à 2027. De nouveaux centres destinés aux personnes en situation administrative irrégulière en attente d'expulsion se situeront dans onze villes et auront chacun une capacité « d'une centaine de places ».

Expulsions / retours

Tunisie: Selon [l'ONG Human Rights Watch](#), la garde nationale tunisienne a expulsé collectivement plus de 100 personnes originaires de plusieurs pays africains - dont des enfants et potentiels demandeurs d'asile - à la frontière avec l'Algérie entre le 18 et le 20 septembre 2023. Les personnes auraient aussi été violentées. Ces faits ont été documentés après les accords pris par la Tunisie avec l'UE. Les autorités tunisiennes n'ont [jamais reconnu aucune des expulsions](#) menées et documentées ces derniers mois.

Niger: l'[ONG Alarm Phone Sahara](#) dénonce les expulsions régulières depuis l'Algérie qui n'ont

cessé malgré l'instabilité politique au Niger - plus de 5.000 entre le 26 juillet et le 18 octobre, 24.698 personnes depuis le début de l'année. Des témoignages font état de refoulements en chaîne depuis la Tunisie puis l'Algérie, puis le Niger. Les retours au pays d'origine sont quasiment impossibles, du fait de la fermeture de frontières entre le Niger et certains autres pays de la région, ainsi que la fermeture de l'espace aérien nigérien.

Europe: les [ministres suédois, norvégien, islandais et finlandais](#) ont décidé qu'il était dans l'intérêt commun de leur pays que "les étrangers

sans permis de résidence soient renvoyés chez eux". L'une des mesures prévoit notamment la

mise en place de "vols Frontex communs" pour renvoyer les migrants vers leur pays d'origine.

03 Accueil, accès aux droits, protection et intégration

Asile, Séjour

UE/Ukraine: Les États membres ont acté le [prolongement de la protection temporaire pour les exilé.e.s ukrainien.nes sur une année supplémentaire, de 2024 à 2025](#). Ce statut leur ouvre le droit de résider, travailler et d'accéder aux systèmes de santé et de scolarisation dans tous les pays membres de l'UE.

Italie: plusieurs juges italiens ont [défié le décret qui prévoyait la rétention des personnes déboutées du droit d'asile](#) n'étant pas en mesure de verser une caution de 5 000 euros, en libérant les personnes qui étaient enfermées en vertu de ce décret.

Depuis le début de l'année, les arrivées en Italie ont explosé: plus de 142.000 arrivées sur les côtes italiennes - 50% depuis la Tunisie-, contre 70 000 pour la même période de 2022.

Sénégal: face aux difficultés pour obtenir un visa Schengen, un [véritable réseau parallèle s'est constitué, avec des intermédiaires](#) qui réussissent à se saisir des créneaux disponibles et les revendent à prix d'or.

UE: La Commission européenne a récemment proposé [de nouvelles règles de suspension des visas pour les voyages sans visa](#), qui élargiraient les motifs de suspension des régimes d'exemption de visa et introduiraient une nouvelle procédure d'urgence pour réagir plus rapidement en cas de "forte augmentation des arrivées de migrants" ou de "menaces pour la sécurité".

Accueil, protection

France: le 10 octobre, un [arrêté de la préfecture de police de Paris interdisait les distributions alimentaires](#) dans plusieurs zones de la capitale, argumentant que cela "*contribuait à stimuler la formation de campements dans le secteur du boulevard de la Villette, où se retrouvent des migrants, des personnes droguées et des sans-domicile fixe*". [Le tribunal administratif de Paris a finalement levé l'interdiction](#), Une "victoire" pour les associations, qui redoutent malgré tout des arrêtés similaires dans les mois à venir, à l'approche des Jeux Olympiques. Une [lettre ouverte destinée au Comité d'organisation des Jeux olympiques](#), aux athlètes et aux fédérations, signée par 70 organisations a d'ailleurs été publiée, dénonçant "le nettoyage social" en cours en région parisienne pour laisser "propres" les rues et cacher les migrants aux futurs touristes.

Dans le nord du pays (région Pas de Calais), depuis cet été, les associations au contact des enfants isolés et non-accompagnés s'inquiètent de la [multiplication des refus de mise à l'abri](#), faute de places disponibles. Les associations craignent de perdre la confiance des jeunes, et de les voir entrer dans des réseaux d'exploitation.

The New Humanitarian

Une réflexion sur [l'importance de disposer d'un document d'identité](#) et donc d'une existence à travers l'état civil, pour les personnes réfugiées.

Intégration et accès aux droits

Canaries: Sur l'île de El Hierro, 11.000 habitants (plus petite île de l'archipel), des entrepreneurs se mobilisent pour [faciliter l'intégration de près de 50 enfants de 13 à 17 ans](#) arrivés ces derniers mois par voie irrégulière, via leur formation puis postérieur recrutement dans différents secteurs de l'économie locale (agriculture, élevage, construction).

France: Plusieurs centaines de personnes « sans-papiers » travaillant en France ont lancé un [grand mouvement de grève](#) en Ile-de-France. Pour la plupart employées dans les chantiers des Jeux olympiques et du Grand Paris, elles réclament leur régularisation et l'abandon de la loi immigration. Après négociation, un [accord a finalement été trouvé](#).

04 Contexte socio-politique - faits marquant

Afrique

Israël-Palestine: la grave crise qui sévit actuellement au Moyen-Orient divise les pays africains. Pour autant, [l'Union Africaine a très rapidement plaidé pour un arrêt des violences](#), en appelant les deux parties "à revenir, sans conditions préalables, à la table des négociations pour mettre en œuvre le principe de deux États vivant côte à côte".

Dettes et gouvernance: lors des réunions annuelles du FMI et de la Banque Mondiale qui se sont tenues à Marrakech, [l'endettement de nombreux pays "du sud"](#) a fait l'objet des discussions et de recherche de solutions, afin d'éviter par la suite une crise de développement, aux lourdes conséquences sociales et politiques, qui creuserait davantage le fossé entre le Nord et le Sud.

Par ailleurs, le conseil d'administration du FMI s'apprête à réserver un [troisième siège à l'Afrique subsaharienne](#), permettant ainsi au continent de gagner un plus grand poids au sein de l'institution. La Banque mondiale a également annoncé la création d'un troisième siège pour les pays africains dans son conseil d'administration.

"Black Tax: cet « [impôt familial](#) » qui consiste à redistribuer à la famille élargie ou au village de l'argent que l'on gagne quand on travaille – crée des chaînes de solidarité fondamentales en Afrique. Il permet de subventionner l'éducation d'autres membres de la communauté, l'amélioration de l'habitat (construction "en dur", eau et électricité courante), etc. Pour autant, cette "solidarité forcée", qui concerne la diaspora mais également les personnes restées au pays mais qui ont accès au travail, affecte les budgets, l'investissement et parfois la santé mentale. Quelle que soit l'échelle sociale, le "billing" (nom donné à cette pratique au Nigeria) est présent partout.

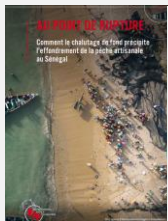
Afrique de l'Ouest

Liberia : Un peu plus de 7 000 voix ont séparé le chef de l'Etat sortant George Weah et Joseph Boakau.. Le second tour des élections présidentielles, prévu le 14 novembre, se promet serré. C'est un coup dur pour le camp du président qui n'avait pas préparé financièrement cette hypothèse. L'UE, la Cedeao et l'Union africaine ont [salué un scrutin pacifique](#), marqué par un fort taux de participation.

Mali: suite à la demande de son retrait par la junte au pouvoir en juin dernier, la [Minusma aura complètement quitté le Mali](#) au 31 décembre et accélère déjà son départ dans certaines zones du pays. Le 1er novembre, un [convoi de casques bleus a été attaqué](#) en quittant Kidal. Ce départ a exacerbé les rivalités pour [le contrôle du territoire entre acteurs armés](#) (groupes séparatistes, Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), qui se disputent le contrôle des vastes étendues du Nord malien.

Niger: les conséquences du coup d'Etat du 26 juillet dernier et des sanctions internationales (Cédéao, UE, [Etats-Unis](#)) qui s'en sont suivies pèsent sur la population. Le [prix de denrées alimentaires augmente fortement, les stocks diminuent et certains médicaments essentiels commencent à manquer](#). Les pays voisins ont fermé leurs frontières avec le Niger et plus de 70 % de son électricité, fournie par le Nigeria, a été coupée après la suspension des transactions financières avec les pays d'Afrique de l'Ouest. Les avoirs du Niger dans les banques étrangères ont été gelés et des centaines de millions de dollars d'aide ont été retenus. Ces sanctions sont les plus sévères jamais imposées par la Cedeao pour tenter d'endiguer la vague de coups d'Etat dans la région. Le 19 Octobre, l'UE annonçait avoir mis en place un [pont aérien humanitaire](#) pour acheminer des médicaments essentiels et des fournitures médicales. Sur le plan politique, Le Niger a [accepté la médiation de l'Algérie](#) qui propose aux militaires ayant pris le pouvoir dans ce pays d'Afrique de l'Ouest « *un plan de transition de six mois* »

Sénégal: Arrêté à la fin juillet, notamment pour appel à l'insurrection et atteinte à la sûreté de l'Etat, [l'opposant politique Ousmane Sonko a repris sa grève de la faim](#) le 17 octobre pour contester son incarcération. Sa santé semble de plus en plus fragile. Malgré toutes les difficultés, les porte-parole du Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), maintiennent qu'Ousmane Sonko reste leur seul et unique candidat pour l'élection présidentielle de février 2024. Un peu plus tôt dans le mois, un [juge de Ziguinchor a annulé la radiation du leader politique](#) des listes électorales. Pour autant, un service du ministère de l'intérieur sénégalais a opposé, mardi 31 octobre, une [fin de non-recevoir à la demande de la commission électorale du pays de rétablir Ousmane Sonko sur les listes électorales](#) et de lui délivrer des documents essentiels pour sa candidature à l'élection présidentielle de 2024.



Un [rapport de la Fondation pour la Justice environnementale](#) dénonce comment les pratiques des chalutiers de fond affectent la pêche artisanale. Le rapport fait un lien direct entre "l'épuisement des populations de poissons, la baisse de leurs revenus, la détérioration de leurs conditions de vie, ainsi que le manque de soutien du gouvernement et aux faibles possibilités de transition," et le départ de nombreux pêcheurs, essentiellement jeunes hommes, au-delà des frontières sénégalaises.

Afrique de l'Est

Somalie: La plus longue mission africaine de maintien de la paix s'apprête à plier bagage. Arrivée en 2007 sous le nom d'Amisom avant de devenir l'Atmis en 2022, [la force de l'Union africaine \(UA\) en Somalie doit lever le camp en décembre 2024](#). Le départ progressif de ses 17 500 soldats fait suite à une demande initiale du gouvernement somalien en 2022. Requête

agréée par l'UE et au Royaume-Uni, qui financent ses opérations et y ont injecté près de 2,8 milliards d'euros. Mais le retrait de l'Atmis risque de créer un vide sécuritaire alors que l'armée somalienne peine à consolider ses positions un an après le lancement d'une large offensive pour déloger les islamistes chabab de leurs fiefs.

Afrique Centrale

RDC: huit casques bleus déployés à Beni, dans l'est du pays, ont été arrêtés le 1^{er} octobre et un officier suspendu le 8 octobre, dans le cadre d'une [affaire d'exploitation sexuelle et de violence présumées](#). Toujours dans cette région, la [présence des contingents de la Communauté d'Afrique de l'Est, mais aussi les 14 000 casques bleus de la Monusco](#), est de plus en plus contestée par la population comme par les autorités à Kinshasa. Le 9 octobre, en conférence de presse, Patrick Muyaya, porte-parole du

gouvernement et ministre de la communication, a officiellement appelé au non-renouvellement du mandat de l'EAC et à son départ « à l'échéance du 8 décembre, tel que convenu ». La force régionale, composée de militaires kényans, burundais, ougandais et sud-soudanais, n'a « pas été en mesure de régler les problèmes, notamment du M23 », a-t-il ajouté.

Environnement



Selon le rapport de la FAO "[L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023](#)", l'Afrique est le continent où l'insécurité alimentaire a le plus progressé ces dernières années. Une personne sur cinq y souffre de la faim, soit le double de la moyenne mondiale. Ce n'est pas tant l'insuffisance de la production qui est en cause que des problèmes structurels : pauvreté, effets du dérèglement climatique, fragilisation des tissus agricoles familiaux, conflits et instabilité politique.

Taxe carbone: L'UE vient de lancer le « mécanisme d'ajustement carbone aux frontières » (MACF) qui, d'ici à 2026, renchéra le coût des importations de produits comme l'aluminium, le fer ou les engrais, dont certains pays du continent africain sont de grands producteurs. Ce mécanisme repose sur l'idée de réclamer aux entreprises européennes de déclarer le contenu en carbone de leurs importations de produits considérés comme très polluants.

05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas



De nouveaux **ARTICLES** sur notre page internet, pour mieux connaître nos organisations membres et leurs actions dans le champ des mobilités humaines

« Soutenir les personnes en situation de mobilité à Gao », [ici](#).

« L'OCPH lance son projet PROTECT pour contribuer à la lutte contre la traite des personnes », [ici](#).



Ecoutez dès maintenant notre nouveau **PODCAST** « A la rencontre du RAEMH... Direction Madrid, avec Caritas Espagne ».

Très prochainement, vous pourrez écouter un podcast présentant l'action de la Caritas Sénégal !

[Retrouvez aussi l'ensemble de nos podcasts ici.](#)